



ELSEVIER

FORUM



www.elsevier.com/locate/natsci

Réhabiliter la vie après Tchernobyl...

To rehabilitate life after Tchernobyl...

Bernard Paillard ^a, Alfredo Pena-Vega ^{b,*}

^a Sociologue, Directeur de Recherche au CNRS, Centre d'Etudes Transdisciplinaires, Sociologie, Anthropologie, Histoire, EHESS, 22, rue d'Athènes, 75009 Paris, France

^b Sociologue, Enseignant-chercheur au Centre d'Etudes Transdisciplinaires, Sociologie, Anthropologie, Histoire, EHESS-CNRS, 22, rue d'Athènes, 75009 Paris, France

Reçu le 18 juin 2002 ; accepté le 5 juin 2003

Appréhender, dans les dimensions écologiques, économiques et sociales les conséquences des usages de l'énergie nucléaire et les risques environnementaux qu'ils font courir, est un thème essentiel pour NSS. Les textes publiés sont peu nombreux (entretien Rivasi (NSS, 9(1)), usage de l'uranium en Irak (NSS, 9(2))...). C'est que le sujet est difficile à traiter scientifiquement et de surcroît en interdisciplinarité comme l'exige un phénomène aussi complexe. Comme l'auteur du commentaire, le lecteur appréciera, nous l'espérons, ce récit sur un lieu de l'après Tchernobyl. Le recours à une méthode transdisciplinaire donne une valeur scientifique incontestable à l'analyse de faits touchant la question même de l'avenir de l'humanité. *La Rédaction.*

Ce texte propose un récit, il a pour origine la tragédie de Tchernobyl. La situation post-accidentelle a mis en lumière une situation complexe et incertaine quant à l'irréversibilité des effets sociaux, écologiques, épidémiologiques, alimentaires, permettant de déceler les difficultés à ériger des stratégies d'action en territoires contaminés. Aux incertitudes de la situation de la contamination viennent s'ajouter des difficultés pour agir sur la qualité de vie et donc sur la durabilité des solutions adaptées aux spécificités de chaque contexte local et qui correspondent aux objectifs d'acceptabilité consciente du risque. En effet, dans bien des cas, la gouvernance des territoires contaminés requiert des choix d'objectifs pas nécessairement convergents (entre niveau de protection et niveau de vie, entre une logique d'efficacité à

court terme et une efficacité à long terme) et qui sont impossibles à réaliser d'une façon linéaire. Les incertitudes de tous ordres plaident pour une action interdisciplinaire et complexe. Certains problèmes relatifs aux conditions d'amélioration de la qualité de la vie : milieu naturel (dégradation par les phénomènes de transferts de la radioactivité) ; produits alimentaires (l'existence d'une ambivalence entre produits très contaminés et produits « propres ») ; santé des habitants (difficultés d'appréhension des modalités de gestion des expositions internes résultant de l'ingestion des aliments contaminés), nécessitent différentes voies d'explication, dont une immersion dans la réalité complexe¹ du « monde de la contamination ». Le récit porte sur les conditions de vie dans les territoires les plus contaminés de la Biélorussie.

* Auteur correspondant. Tél. : 01.40.82.75.27/26.
Adresses e-mail : paillard@ehess.fr (B. Paillard),
penavega@ehess.fr (A. Pena-Vega).

¹ Cette immersion renvoie à une méthode spécifique, dite « méthode *in vivo* » (cf. encadré 1) et a donné lieu à d'autres publications des auteurs (cf. encadré 2).

Encadré 1. Les principes d'une « Méthode *in vivo* » : pour une réalité sociale complexe

Nous nous proposons d'introduire de manière schématique les principes d'une « méthode *in vivo* » qui accompagne les observations et l'enquête sur le terrain dans les territoires contaminés de la Bélarus. Comme nous l'avons déjà mentionné dans le texte, la crise post-accidentelle a provoqué un état de détresse dans une population confrontée subitement à une situation d'incertitude où personne ne savait prévoir l'étendue des dégâts provoqués par l'accident. Ceci a engendré au fil du temps, de l'incrédulité, du fatalisme, de l'apathie, voire de la lassitude, de la part des acteurs. Certes, l'ampleur d'une telle crise ne pourrait laisser personne indifférent compte tenu que, quelques mois après l'accident, les conséquences se feront ressentir pratiquement dans chaque famille habitant dans les territoires contaminés. Pour rendre visible l'invisibilité de la contamination radioactive, il convient de se prémunir d'un principe méthodologique subjacent à la complexité du réel du terrain : c'est la « méthode *in vivo* ».

On a trop tendance à considérer les changements et l'évolution sociale comme un phénomène continu. Certes, on peut définir des grandes orientations. Mais cette façon ne doit pas masquer la réalité phénoménale : l'évolution est le produit de multiples changements. Et, à la source de ceux-ci, il faut que soient réunies les conditions d'émergence de la nouveauté tant chez les individus que dans les groupes sociaux.

Pour une approche multidimensionnelle :

1. L'étude d'une société confrontée à la « réhabilitation » de son territoire doit prendre en compte la totalité d'un tel phénomène. Elle doit donc s'intéresser aux politiques publiques mises en place comme aux réactions des populations concernées. Elle doit s'attacher aux différents lieux du territoire comme aux diverses composantes de sa population. Elle doit donc tenter d'être panoramique.

Bien sûr, il ne saurait être question de faire l'étude directe de chaque lieu, de chaque foyer, de chaque personne. Nécessairement, la recherche sera amenée à faire des choix de lieux et de personnes. En termes classiques, on pourrait dire qu'elle établira son propre échantillon. Mais, celui-ci ne sera pas défini au préalable en fonction de sa représentativité statistique. Il s'effectuera au cours de l'enquête elle-même, en fonction des problèmes posés par le terrain lui-même. L'enquête sera donc évolutive. Elle s'adaptera à la chose observée. C'est dire que le corps d'hypothèses ne sera pas établi, une fois pour toutes au terme d'une pré-enquête. Il se développera et se modifiera au cours de l'enquête elle-même.

2. S'il faut distinguer l'enquête de la recherche, il ne faut pourtant pas les disjoindre dans le temps. L'enquête est collecte d'informations, de données par multiplication des contacts, des « informateurs », par l'ouverture de nouveaux domaines à explorer. La recherche est une réflexion simultanée sur ces données. Deux démarches distinctes donc, mais pas séparées : l'enquête génère la recherche qui elle-même régénère l'enquête qui elle-même...
3. Si, en sociologie, il est courant de différencier, voire d'opposer, la démarche explicative de celle compréhensive, la méthode proposée, tout en ne les confondant pas, entend utiliser les deux, dans leur complémentarité. L'explication, processus abstrait de démonstration, s'appuie sur les données objectivement établies à partir desquelles sont formulées des hypothèses et des modèles logiques de causalité. La compréhension, approche liée à l'observation directe de terrain, repose sur l'imprégnation par la réalité telle qu'elle est perçue, vécue par les enquêtés et les enquêteurs. Si l'explication permet d'avoir une vision synthétique extérieure, la compréhension favorise une appréhension de la réalité par l'intérieur. D'où la nécessité d'associer ces deux façons : la compréhension stimule la démarche explicative en permettant la formulation d'hypothèses à vérifier qui, elles-mêmes, conduisent à dégager de nouveaux problèmes à étudier sur le terrain.
4. Une recherche qui s'attache à l'analyse de processus évolutifs doit se fixer comme objectif prioritaire l'étude de tout ce qui favorise ou, au contraire, inhibe les changements. Elle ne peut donc se contenter de la seule définition de lieux spécifiques ou de catégories sociales particulières. Elle doit privilégier l'étude d'événements significatifs, de moments clés et, parfois, décisifs. Car l'évolution sociale n'est pas le seul résultat de tendances qui se déploieraient selon des lois structurelles sur de plus ou moins longues périodes. Elle est le produit d'une histoire « en train de

se faire » dans et par un cheminement souvent aléatoire. Elle est le fruit de rencontres, d'accidents, de crises, de hasards. Bref, de tout ce qui peut apparaître à première vue, comme contingent, singulier, superficiel.

L'attention portée aux événements en fera, au minimum, une source d'information donnant accès à des éléments inconnus parce qu'enfouis sous la régularité quotidienne. Au maximum, ils seront compris comme déclencheur de processus, initiateur des changements. L'enquête sera donc attentive à tout ce qui est événementiel, des événements « programmés » à ceux qui semblent n'être qu'un effet du hasard.

5. De ce fait, il convient d'avoir une vision stratégique de l'enquête qui redéfinit et modifie son cours et son développement selon une démarche par essais et erreurs. En effet, l'enquête n'est pas élaborée *a priori*, elle n'obéit pas au modèle rectiligne : construction de l'objet, détermination des hypothèses, recueil des données, analyse des données, établissement des résultats. Elle s'adapte, au contraire, aux situations, à la découverte de données inconnues ou de problèmes ignorés. Elle capte les hasards favorables, des opportunités, voire même facilite la naissance de phénomènes nouveaux (intervention psychosociale). Il y a donc lieu de fonder la méthode et les techniques en fonction du terrain et selon les sollicitations et les résistances du phénomène étudié. Donc, ne pas adapter l'objet de l'enquête à une seule méthode *a priori*.
6. Ainsi faut-il utiliser plusieurs techniques, de façon simultanée, concurrente ou successive, sans rejeter des méthodes classiques (travail sur archives, livres, thèses, documents et divers textes, utilisation des résultats d'enquêtes par questionnaire, voire même ceux des sondages, utilisation des articles de presse ou des émissions de radio et télévision).
7. Il est nécessaire d'unifier le travail d'enquêteur et celui de chercheur. L'équipe de recherche ne se fonde pas sur la seule qualification technique. Elle doit intégrer des chercheurs qui ont un intérêt pour le sujet et les problèmes étudiés. L'équipe doit pouvoir entrer en résonance avec le terrain lui-même pour en dégager ses diverses harmoniques. L'équipe doit permettre l'intercommunication et la discussion entre des personnalités différentes. D'où la nécessité de jouer en même temps sur les antagonismes et les complémentarités entre les chercheurs (critique mutuelle).
8. L'enquête requiert de favoriser la part subjective et affective du chercheur, lui donner même son plein emploi. *A contrario*, l'exigence de vérification, la méfiance à l'égard de ses propres préjugés ou projections, l'aptitude à remettre en question ses idées maîtresses (autocritique) sont non moins essentielles.
9. Chaque chercheur s'efforce de faire « craquer le terrain » selon ses lignes de force ou ses faiblesses propres. La technique du *cracking*, on le sait, consiste à décomposer le pétrole brut en ses divers éléments stables ou utilisables. Le *cracking* intellectuel entend fractionner le « magma » monstrueux qu'est tout terrain en des composés plus simples. Les diverses techniques d'enquête employées, en effet, ratissent assez largement, et cette collecte d'informations mêle des éléments structuraux profonds comme des données plus banales ou plus labiles. L'effort doit donc s'accomplir pour distinguer les niveaux d'analyse qui ne correspondent pas nécessairement à des notions pourtant fortement préétablies. Avant de chercher à articuler, apprenons d'abord à désarticuler. Il ne faut pas « saucissonner le terrain », c'est-à-dire le découper tranche par tranche, champ par champ et même discipline par discipline. L'analyse consiste, au contraire, à distinguer les éléments, puis à les relier selon des niveaux spécifiques de complexité.
10. Enfin, contrairement à ce qui est le plus souvent enseigné, toute recherche ne doit pas, *a priori*, délimiter son champ ou construire les barrières de son domaine, ces préceptes méthodologiques servant le plus souvent à se préserver des incursions extérieures ou à exorciser des peurs personnelles. Le terrain ne peut être délimité même s'il est singulier et situé d'un point de vue à la fois historique et géographique. Nous devons y vivre la tension permanente entre le singulier et l'universel, le phénoménal et le fondamental, l'empirique et le théorique. Il faut savoir poser au cas précis des questions universelles comme en tirer des réflexions générales.

« *Gorat Narowlya liubof maya* » (« Narowlya, ma ville bien aimée ») nous chante, s'accompagnant à la guitare, Nathalia Novarussia. Il est vrai que le lieu a de quoi séduire en Biélorussie. Ses

paysages ont le cachet attachant des grandes terres russes, avec leurs vastes étendues plates jusqu'à l'horizon, avec leurs forêts de pins et de bouleaux riches en myrtilles et autres baies, généreuses en

champignons, favorables aux gibiers de toutes sortes, jusqu'aux loups, avec leurs villages aux petites maisons de bois aux fenêtres ouvragées, ceintes de leurs barrières et cachées par des fruitiers. Et pour couronner le tout, le Pripyat, fleuve flâneur mais majestueux, toujours bien poissonneux. Sur ses rives, Narowlya accueillait les estivants venant de tout le pays, et même de l'ancienne Union soviétique.

Le district de Narowlya, proche de la fertilité ukrainienne, est une immensité de terres cultivées et de forêts à la sylviculture soignée. Et, grâce à elle, grâce au trafic fluvial, dès le XIX^e siècle, le territoire s'était développé. Avant de connaître une première industrialisation agroalimentaire, au milieu de ce même siècle. Ainsi naquit la ville de Narowlya, qui devint capitale administrative après la Révolution d'Octobre.

Dévastée par les Nazis (une tombe collective témoigne des massacres des populations civiles), elle connut la reconstruction d'après guerre, à l'urbanisme soviétique caractéristique : larges avenues, habitat et magasins collectifs, place spacieuse où se dressent les bâtiments officiels, espace inanimé mais qui semble toujours prêt pour la parade. Là, un colossal Lénine, haranguant les foules, veille encore sur les destinées du coin.

Sur cette place, un fameux 1^{er} mai 1986, les enfants piaillaient d'impatience en attendant la venue des officiels. Ils tardaient, sans doute pris par autre chose. Car le 2 mai, on donna l'ordre d'évacuer le district. Quelques jours auparavant en effet, le 26 avril, le quatrième réacteur de la centrale nucléaire de Tchernobyl avait explosé, à peine à 70 kilomètres de là. Depuis, Narowlya n'arrête pas de panser ses plaies et de s'interroger sur son avenir.

Pourtant, ce soir de mars 2001, toute la ville est de sortie. Depuis 17 heures, elle a cessé toute activité. Et pour cette veille de la « Journée des femmes » (jour chômé en Biélorussie), nous avons invité celle que le District (l'équivalent de notre Préfecture) a désignée pour faciliter notre travail. Au restaurant, c'était déjà la fête lorsque nous étions arrivés. Une tablée de filles, entre vingt et trente ans, s'adonnait à la danse et à la vodka. Beaucoup de bruits, et déjà pas mal d'ébriété dans cette clientèle essentiellement féminine nous avaient fait fuir la salle. Nous étions partis tous les cinq (Tamara Stzelsova, notre interprète, poussait le zèle jusqu'à nous accompagner dans ces moments de loisirs) pour trouver refuge, quelques pâtés de maisons plus loin, chez des amis de Nathalia.

Vassili est là. L'homme a la trentaine. Nouveau venu à Narowlya (il est arrivé, il y a 5 ans), il a déjà

des responsabilités au District. Directeur d'une sorte de maison des jeunes, où les enfants peuvent pratiquer diverses activités, il a aussi en charge de les éduquer à la civilité, « à l'art de bien se comporter dans la société », nous confie-t-il. Nathalia, elle, est déjà une ancienne, puisqu'elle est là depuis dix ans. Et, du haut de ses vingt-six ans, elle a un poste de confiance.

Vassili et Nathalia sont typiques de ces jeunes que les autorités cherchent à attirer et à maintenir ici. Et ceux qui veulent exercer leurs talents trouvent, là, façon d'accéder plus facilement à des fonctions d'importance. Car le lieu souffre d'une pénurie de cadres en tous domaines : médecins, vétérinaires, enseignants, ingénieurs, agronomes, économistes, comptables, etc. Aussi, le gouvernement favorise-t-il les études des jeunes de ces contrées : l'entrée et le séjour en Faculté leur sont facilités, s'ils s'engagent à venir combler ces déficits. De même, pour gagner à cette cause les cadres de l'industrie, un programme d'habitations nouvelles a été engagé, avec la construction de petits collectifs aux potagers donnés en sus, et même de pavillons. Tous se blottissent près de l'usine de confiseries aux bâtiments flambant neufs, là-bas, au nord de la ville, qui semble promis à l'expansion. C'est là-bas, aussi au nord, que sied le tout nouveau Centre sanitaire épidémiologique, en charge de la surveillance radiologique, tant des personnes que de l'environnement. « *Gorat Narowlya lioubof maya* », chante ainsi Nathalia. Mais, ce 26 avril 1986, Nathalia n'était pas à Narowlya.

Elle vivait loin de là. Avec sa famille, elle quitta son Caucase natal en 1991. Donc, 5 ans après la catastrophe. Alors que les autorités ne savaient que faire de ce territoire. « 1991, nous dit Lioudmila Kouzmenkova, l'adjointe au directeur de l'hôpital, c'est l'année où nous avons noté les premières manifestations des cancers de la thyroïde. C'est donc l'année où les gens ont pris conscience, ont pris peur des risques ». Le territoire s'est donc vidé. Mais, ajoute-t-elle : « Il y a eu les nouveaux arrivants ». Sont venues des familles originaires de tous les pays de l'ancienne Union soviétique, désormais en déconfiture. Des populations venant surtout des républiques où sévissaient la misère ou la guerre, liées à cette même déroute : Géorgie, Kazakhstan, Tadjikistan, Tchétchénie. Sans compter des associés ou des gens recherchés pour divers délits. Tous pouvaient squatter des appartements libres ou des maisons abandonnées. Ainsi commença à se repeupler Narowlya.

Pourtant, à l'origine, tous étaient promis à l'évacuation. Après une première vague, celle des habitants vivant au plus près de la centrale, ceux des 34 villages inclus dans cette fameuse zone des

30 kilomètres (en fait plus de 70), dite « zone d'exclusion ». Ainsi 6 853 personnes prirent, les premières, le chemin d'un exil forcé et définitif. Mais, après l'effondrement du système soviétique, la toute nouvelle république de Biélorussie ne put faire face, seule, aux conséquences de Tchernobyl. Faute de moyens, elle abandonna son projet d'évacuation totale. En 1991, après avoir dressé une carte générale de la contamination du territoire national, l'État décida du sort de ces régions. Il donna un statut social aux « victimes de Tchernobyl ». Ceux qui, avant 1990, vivaient en des lieux très contaminés, pouvaient prétendre à une aide pour partir : priorité pour trouver logement et travail ailleurs, quatre mois de salaire en attendant, et même, pour certains, un petit lopin de terre pour bâtir une maison. À Narowlya, 18 000 habitants, sur les 32 000 d'alors, accédèrent ainsi à l'exode. Les plus jeunes, les plus instruits, les plus dynamiques, ceux qui avaient des enfants en bas âge préférèrent tenter leur chance autre part, entraînant la pénurie générale en compétences que l'on sait. Car, le plus souvent, les nouveaux arrivants n'apportaient avec eux aucun métier. Venus par le bouche-à-oreille des parentèles, dirigés, peut-être, par l'administration de Gomel, surtout attirés par les logements vacants, par la quasi-certitude de trouver un travail et, chose essentielle, par les quelques avantages sociaux dont pouvaient bénéficier leurs enfants (surveillance médicale, nourriture gratuite et dépourvue de radioactivité, séjours en sanatoriums, vacances de « décontamination » à l'étranger), ils forment une main-d'œuvre, le plus souvent inexpérimentée.

Ils rejoignent le lot de ceux qui ne purent s'en aller. Car en 1996, l'État, submergé par les demandes de départ, revint, de nouveau, sur ses intentions. Il modifia à la hausse les normes nationales relatives aux taux de radioactivité. Par cette simple manipulation, la ville de Narowlya perdit son statut prioritaire. Seuls les habitants de 13 villages, proches de la zone d'exclusion, furent en droit de prétendre au départ. Donc, seules 629 familles, soit 1 239 personnes, peuvent toujours demander de s'en aller. Ces chiffres parlent d'eux-mêmes : moins de deux personnes par famille. Les éventuels prétendants sont essentiellement des vieux qui, de toute façon, préfèrent vivre, là où ils sont nés. Avant de mourir... Qu'iraient faire ces campagnards dans les grandes villes ?

D'ailleurs, ils ne l'ignorent pas : là-bas aussi, la vie n'est pas facile. La crise du logement, dans ces zones urbaines, est toujours dramatiquement endémique. Malgré les programmes d'urbanisation, la liste d'attente est longue. Et ceux qui, grâce à l'État, ont construit leur maison, bien souvent, ils

l'ont abandonnée. Car la viabilisation n'a pas suivi. Le travail, les transports en commun non plus. Ainsi ont champignonné, tout autour des grandes villes, de vrais villages fantômes. Un temps ils s'animent, aux week-ends, aux vacances. Paradoxe : la Biélorussie s'est truffée de résidences secondaires...

Cela explique que des « évacués » sont revenus au pays, perdant, par là même, leur droit à l'aide pour un nouvel exode. Ainsi, à Narowlya, 2 418 personnes vivent près de la zone d'exclusion. Et, pour tous, il faut bien continuer à vivre...

Et à vivre dans des conditions difficiles. L'après-Tchernobyl, problème numéro un au niveau national, se traduit, au plan local, par une crise majeure dans tous les domaines, crise liée au risque radiologique, à ses effets induits, et surdéterminée par la chute de l'Union.

En premier lieu, on observe, bien sûr, des problèmes médicaux. Sur 12 000 habitants, 137 sont répertoriés comme souffrants des conséquences de Tchernobyl : cancer de la thyroïde, leucémie, pathologies cardiaques. Ce nombre est calculé en fonction de critères administratifs. Il réunit ceux qui, par rapport à leur groupe de référence, développent des maladies qui ne sont ni de leur âge, ni de leur sexe. Un peu, comme le calcul effectué, chez nous, par les assurances. En aucun cas, ce nombre totalise l'ensemble de ceux qui furent atteints en 1986, les « évacués », de toute façon, échappant à toute statistique. Et aucune étude épidémiologique d'ensemble ne permet de déclarer ce qui serait directement lié à Tchernobyl. Même si l'on sait que, selon les projections, le rythme de progression des pathologies atteindra son apogée en 2010, au plus tard. C'est-à-dire lorsque la « génération enfant » aura terminé sa croissance.

Pour l'heure, l'état de santé de beaucoup de Narowliens laisse à désirer. Fait frappant, la tuberculose, cette pathologie des pays pauvres, se développe. Cela témoigne de l'état de désorganisation du système sanitaire, avec son insuffisance en médecins, en équipements et en médicaments. Pour l'instant, les pathologies essentielles sont celles qui frappent les personnes âgées : cancers et maladies cardio-vasculaires. En attendant que se déclarent celles déterminées par la contamination. Car déjà certains jeunes sont atteints de cancers de la thyroïde. D'autres souffrent d'insuffisances immunitaires. Sans compter que le fléau de l'alcoolisme, et peut-être déjà celui de la drogue, font leurs ravages dans leurs rangs.

Cependant, l'hôpital suit les enfants (deux fois par an) et l'ensemble de la population (une fois par an), afin d'identifier ceux qui accumulent trop d'éléments radioactifs dans leur organisme

(contrôle anthropogammamétrique). Ils font alors l'objet d'une enquête. Ainsi détermine-t-on les villages sensibles sur lesquels il faut accroître la surveillance et les comportements inadaptés sur lesquels il convient d'informer.

En second lieu, avec la fuite d'une bonne partie de la population, le district doit faire face à des problèmes démographiques : vieillissement, pénurie de cadres et de main-d'œuvre qualifiée, fléchissement de la natalité. Même si on observe un petit *baby boom* depuis un ou deux ans.

Mais, autre fait plus essentiel (peu connu en France), et qui, pourtant, dessert l'avenir : l'économie locale est gravement atteinte. Car, pour cause de contamination radioactive, le gel de près de 50 % du territoire (et, malheureusement, les meilleures terres, celles qui bénéficient des alluvions du Pripyat) met ce district, essentiellement agricole, face à des problèmes quasi insolubles. Seuls sept kolkhozes survivent sur les quinze antérieurs.

Et pourtant, malgré la baisse des recettes liée à la chute irrémédiable de la production, l'agriculture doit faire face à une augmentation de ses coûts : la gestion des sols contaminés est chère. Ainsi a-t-il fallu amender d'une certaine façon les terres et engager des spécialistes de la surveillance radiologique, appelés, là-bas, « radiologues ». Le déficit d'agronomes, de vétérinaires, de techniciens agricoles se répercute sur les rendements, sur la qualité des produits. Désormais, le district est déficitaire, et son approvisionnement dépend de l'extérieur.

Autre ressource importante : la forêt (60 % du territoire). Là aussi, une bonne part du bois est désormais impropre à la vente et à la consommation. Réduction des recettes, donc. Et pourtant, là aussi, la gestion des zones boisées s'est compliquée, tout en ne bénéficiant pas d'une main-d'œuvre suffisante. Là aussi, il a fallu engager des « radiologues ». Et le travail des forestiers est devenu plus exigeant : pour modérer leur exposition aux rayonnements, il a fallu limiter leur temps de travail en forêt, les équiper en vêtements spéciaux et, dans les lieux les plus contaminés, construire des sortes de « sas de décontamination ». Car, il ne faut pas croire que les forêts exclues échappent à la vigilance. Un minimum d'entretien est indispensable pour éviter les feux qui, par les cendres, concentrent la radioactivité et la transportent au gré des vents, risquant ainsi de fausser les cartes de la contamination.

Il faut en effet bien se représenter ce qu'est cette pollution radiologique. Léonid Belko, directeur du Centre d'hygiène épidémiologique, qui a en charge son contrôle et celui de l'alimentation, nous

dresse un rapide tableau de la situation. « Ici, l'ensemble du territoire est classé dans la zone des 15 à 40Ci/km². En fait, nous avons une situation extrêmement contrastée, avec des régions entières au taux de contamination très élevé (40Ci/km² et plus), et d'autres où il n'y a pas de contamination. Dans la zone d'exclusion, on peut rencontrer des endroits beaucoup plus propres que dans des coins non classés ». Ainsi, dans le territoire de Verbavitchi (800 habitants en 1986, 318 actuellement), situé à proximité de la zone d'exclusion, coexistent des niveaux de contamination très hétérogènes (5, 10, 15, voire 40Ci/km²). En effet, cette répartition reste tributaire des paramètres de dispersion initiale du nuage (éloignement de la centrale, taille des particules, précipitations). Avec une telle contamination par taches, en « peau de léopard », on ne peut se contenter de cartes générales, si l'on veut garantir le cheminement d'un troupeau ou l'itinéraire d'un forestier.

La gestion des territoires est d'autant plus difficile, que la contamination n'est pas fixée une fois pour toutes. Elle évolue avec le temps, se déplace par le lessivage et par le vent. Elle migre dans le sol, et se concentre différemment selon les végétaux. Elle mériterait donc une surveillance constante, chose impossible pour un territoire aussi vaste et doté de peu de moyens en matériels et en hommes.

Malgré cela, les grands secteurs de l'économie collective (filières bois et agricole) ont pris l'habitude de contrôler le taux de contamination de leur production : arbres, cultures, lait, viande. Il n'en va pas de même pour la production privée. Or, cette dernière est à la base de la nourriture quotidienne. C'est donc par elle que perdure le risque de contamination pour les habitants du lieu.

En effet, la production des kolkhozes n'a rien de vivrière. Vendue à l'État, elle entre dans le grand système national de production-transformation-commercialisation. Celui-ci a au moins un avantage : garantir une nourriture « propre ». Les produits testés au minimum trois fois par cycle, tout ce qui arrive dans les magasins d'État est donc garanti « aux normes ».

Mais on connaît les problèmes légendaires de ce système ! En conséquence le plus souvent, la population s'en remet à ce qu'elle cultive elle-même ou à ce qu'elle trouve sur le marché quotidien et mieux approvisionné de Narowlya. Sans doute, ces produits issus de l'économie domestique et privée pourraient être contrôlés par le Centre d'hygiène Léonid Belko. Il est à leur disposition gratuitement. Encore faudrait-il que la démarche soit faite ! Car rien n'est obligatoire. Et, pour les campagnes, rares sont les liaisons journalières dans des cars sur-

peuplés et tout branlants ; et le transport individuel est inexistant !

Certes, encore en l'an 2000, Kirov (2 300 habitants en 1986, 419 actuellement), village situé à 50 kilomètres de Tchernobyl et complètement enclavé dans la zone d'exclusion (pour y parvenir, il faut montrer patte blanche à la barrière de la milice), bénéficiait d'un poste de contrôle de la contamination des denrées. L'école accueillait une radiologue bénévole travaillant avec le professeur Nesterenko. Son appareil de mesure était à la disposition des villageois. Ainsi, les habitants du lieu, les autorités du District pouvaient-ils bénéficier de ce suivi dans les campagnes. Même si, à Minsk, on ne voulait pas entendre parler de ce scientifique dissident. Depuis, faute de moyens, ce lieu a été fermé.

À Kirov, la situation est donc devenue plus que préoccupante. Tout ici porte les stigmates de l'après-catastrophe, avec ses maisons abandonnées, éventrées car pillées (les matériaux contaminés ainsi dérobés se retrouvant dans tout le pays). Pas d'animation. La dépopulation se fait gravement sentir. Le soviétique regroupe maintenant 6 villages. Et 2 kolkhozes furent fondus en un seul. Kirov fait partie du programme des 13 villages susceptibles d'être évacués.

« Est-ce qu'on peut vivre ici ? », nous demande, d'emblée, un de nos interlocuteurs (plus de la moitié de la population a droit à l'exode). Pour le président du soviétique, pas l'ombre d'un doute : « Si l'on regarde les cartes, personne ne devrait vivre ici ». Mais, ajoute-t-il, en direction de ses concitoyens : « Il faut se ressaisir, reprendre les choses en main. Ce n'est pas parce que 15 ans ont passé qu'il ne faut plus faire attention. Au contraire, la situation est tout aussi préoccupante qu'auparavant ». Sans doute. Mais tous le savent : beaucoup ne peuvent faire autrement que de cultiver un bout de jardin pour avoir l'essentiel, d'aller en forêt pour ramasser du bois et cueillir myrtilles et champignons, de continuer à pêcher, à chasser, afin d'améliorer l'ordinaire, et de laisser paître une vache pour avoir du lait. Ils ne font que survivre, dans un monde de grande pénurie et d'extrême pauvreté.

Kirov a d'autant mieux retrouvé ses habitudes ancestrales que sa population est très âgée. Sur les 120 kolkhoziens, plus de 30 % sont, de fait, en retraite anticipée : les plus de 55 ans, ces « retraités Tchernobyl », comme on les appelle. Kirov a d'autant plus de mal à reprendre le dessus que bon nombre de ses habitants sont de récents immigrés. 20 à 30 familles ont fui des lieux aux périls immédiats et bien visibles : la famine, la guerre, voire l'absence de bois pour se chauffer. Ce sont des

familles nombreuses (9-10 enfants), démunies et culturellement différentes. Dans ces conditions, comment faire comprendre qu'il faut prendre des précautions avec les fruits de la forêt, qu'il faut faire attention avec le bois que l'on brûle, qu'il ne faut pas mélanger les cendres avec le fumier ? La gestion quotidienne de la radioactivité exige une attention de tous les instants.

Mêmes ceux qui le savent réagissent comme partout dans le monde, lorsque l'on croit que le danger s'éloigne avec le temps. Le phénomène de relapse n'est-il pas universel ? Chez les plus avertis, certains finissent par prendre moins de précautions. « C'est la vie », nous lance, en français, Léonid Paryko, solide gaillard responsable de l'économie forestière. Tous les ans, à l'époque des champignons, il dresse la carte des zones fréquentables et répète les recommandations officielles. Fataliste, il sait que beaucoup les enfreindront. La directrice de l'école de Kirov, elle-même, avoue être en défaut. « On dit aux enfants de ne pas aller en forêt. Et ils nous y voient. Car nous aussi, nous y allons. Pourquoi nous croiraient-ils ? » Peu résistent à cet appel de la forêt, tant il fait partie de la culture. Alors, que faire ?

On le sait, toute prévention est difficile. Mais en matière de radioprotection, elle est d'autant plus malaisée que nous avons à faire face à un phénomène invisible (Pena-Vega A., 2002/3). À Narowlya, la Nature n'est pas détruite. Contrairement à Hiroshima, il n'y a eu ni effet de souffle, ni effet de chaleur. La Nature n'est pas devenue anarchique : l'herbe est bien verte, les arbres sont florissants et le gibier, abondant, ne présente aucune monstruosité. Tout semble donc indiquer que rien n'a changé. Car aucune marque ne permet d'alerter un seul des cinq sens. La radioactivité ne s'appréhende pas. Elle se représente. Elle exige connaissances et effort d'abstraction. Comment faire discerner, par des populations peu instruites, la réalité de ce Mal imperceptible, indétectable sans appareil ? Ne faudrait-il pas mettre au point une pédagogie active, concrète et adaptée aux situations locales ?

« L'information est difficile à faire passer », nous dit le responsable des affaires scolaires au District. « À quoi bon faire un manuel avec des approches théoriques sur la physique, alors que la réalité est tout autre dans la tête des enfants et des jeunes. Oui, on fait des cours. C'est vrai que nos professeurs ne sont pas des spécialistes. Mais, quand même, ils ont du mal à faire passer le discours de prévention. Il y a des comportements à la maison qui sont difficiles à contrer. À l'école, ils mangent « propre ». Mais, chez eux ! Et pendant les vacan-

ces ! Et l'on sait que certains enfants ne viennent à l'école que pour manger gratuitement. Alors... »

L'homme connaît la situation des scolaires depuis le début. À Kirov par exemple, il y a des enfants qui ont plus de 2 000 fois la dose admise en becquerels, nous dit-il. À cause des parents, qui ne font pas attention. Selon lui, « Ils ne pensent qu'à survivre. Car ils n'ont plus d'idée du futur ». Faudrait-il donc donner l'envie d'un avenir ? Dans l'école de Kirov, les enfants ont dessiné leur environnement selon les saisons, avec les joies du printemps, de l'été, de l'automne, de l'hiver. « La vie continue », ont-ils donné, en titre, à leur panneau. Pourront-ils faire partager ce désir à leurs parents, à une population qui se sent abandonnée par son propre État, qui se sait abandonnée par la communauté internationale ?

Car, même au début, lorsque les experts se précipitaient dans les zones contaminées, rares furent ceux qui firent le voyage de Narowlya. Alors, désormais, qui, à l'étranger, va se préoccuper de ces gens-là ? Avec la fermeture définitive de la centrale le 15 décembre 2000, on croit l'affaire classée. Et, contrairement à l'Ukraine, la Biélorussie, sans valeur stratégique, n'a jamais intéressé. De plus, depuis 1998, la politique de son Président l'a mise au ban des nations européennes. Que dire d'aujourd'hui ? Dans le contexte actuel, la sollicitude occidentale va vers d'autres peuples.

C'est dire que la poignée qui se donne pour tâche de « réhabiliter », c'est-à-dire de reconstruire ce territoire, relève un défi dont, en France, on ne soupçonne pas l'ampleur. Car, si le suivi médical des populations est l'une des priorités fondamentales, il s'avérera insuffisant sans la mise en œuvre d'une stratégie globale et à long terme, sans une vision d'ensemble sachant identifier un à un les problèmes et comprendre leurs interrelations. Afin d'agir au mieux. Contrôle de la contamination ; surveillance médicale ; pédagogie de prévention ; modification des habitudes culturelles, alimentaires et même culturelles ; incitation aux naissances ; formation de cadres ; gestion du territoire ; redéploiement économique ; changement de l'image d'une région ; formulation d'un projet ; retour de l'espérance : la « recouvrance » de ces territoires

est une vraie gageure. Surtout pour ce pays qui manque de tout. Et qui, ce n'est pas le moindre de ses handicaps, souffre, depuis des lustres, d'une culture du « malheur » et d'une carence en initiatives d'une population fataliste et assistée.

Valéry Chlyaga, le président du District, sait que la renaissance, la « re-gouvernance » du territoire passent par l'implication directe des populations, par une mobilisation autour d'un grand dessein. Il dresse des plans qui redonneraient espoir et vie à une contrée où des gens sont contraints de vivre. Là est son pari de l'après-Tchernobyl. Encore faudrait-il qu'il se fasse entendre et, surtout, qu'il trouve les fonds nécessaires pour lever, là-bas, l'espoir !

Sa vision est peut-être utopique. Pourtant la sociologie des catastrophes nous enseigne que les gens s'accrochent à ces zones jugées invivables. Comme s'il fallait conjurer le mauvais sort. Et, souvent, les femmes jouent un rôle essentiel dans cette régénération.

Valéry Chlyaga nous fait part de ses espoirs. S'il compte, entre autres, sur les femmes qui n'ont jamais déserté (comme les institutrices de Kirov, la Présidente du soviet de Verbavitchi, la doctoresse, et tant d'autres), il attend encore plus des jeunes filles. Celles-ci, après l'Université, reviennent au pays pour exercer leurs responsabilités. Mais, ajoute-t-il, « nous avons un problème : beaucoup d'entre elles ne trouvent pas d'homme à leur hauteur (*sic*) avec qui fonder un foyer ». Les hommes feraient-ils plus difficilement face aux difficultés ?

L'après-Tchernobyl reposerait-il, là-bas, beaucoup sur les femmes ? Comme au temps des autres grands désastres qui frappèrent ces contrées, ces moments où les hommes étaient envoyés au front et mourraient par milliers. Narowlya se souvient de ces temps de malheur, quand les femmes assuraient, seules, la survie du pays. C'est pourquoi, tous les ans, le 8 mars tout s'arrête en leur honneur.

Mais les hommes qui, ce jour, lancent, à tous moments et à leurs adresses, leur fameux *Sprazdnikom* ! (Bonne fête !) réalisent-ils qu'il leur faudra compter avec le désir de futur des femmes de Narowlya ?

Encadré 2. Références des auteurs

A. Pena-Vega, « Représentation du risque radiologique à partir d'approches cartographiques. Le cas de Tchernobyl ». Revue Ethnologie française. Apparaître octobre 2004.

A. Pena-Vega, « Les incertitudes de l'incident de Tchernobyl. L'émergence du sens dans les territoires contaminés au Belarus », Sociétés. Revue des Sciences Humaines et Sociales - Risque et quotidien, danger, extrême, corps. De Boeck & Lancier n° 77, 37-54 2002/3.

B. Paillard, Alfredo Pena-Vega, « Narrowly, une ville dans l'après Tchernobyl » (en collaboration avec Bernard Paillard). Revue Esprit, 2002.

A. Pena-Vega, « École, risque quotidien et monde « vécu » : pour une pédagogie active face aux risques de la contamination », in : L'éducation aux risques : santé, sécurité, environnement. Journées internationales sur la communication, l'éducation, la culture scientifiques et industrielles (sous la direction de A. Giordan, J.L. Martinand et D. Raichvarg, Chamonix), 20-24 mars 2000.

A. Pena-Vega, « Chernobyl Post-accident Management : The Ethos Project » (Paul Livolsi, Jacques Lochard, et alii), Health Physics Society Journal, Vol 77, n° 4, octobre, 361-372, New York 1999.

Available online at www.sciencedirect.com

SCIENCE @ DIRECT®